



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2011-2012

AT/vh

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 09 juillet 2012

ORDRE DU JOUR :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 28 juin 2012
2. 6380 Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet
- Rapporteur : Monsieur Eugène Berger

- de 10.30 heures à 11.15 heures:
Echange de vues avec des représentants de l'Institut Luxembourgeois de Régulation

- à partir de 11.15 heures:
Echange de vues avec des représentants de l'Entreprise P&T Luxembourg
3. Divers

*

Présents : M. Claude Adam, Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Jean Colombera, M. Fernand Diederich remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Christine Doerner, M. Ben Fayot, M. Norbert Hauptert, M. Marcel Oberweis, M. Serge Wilmes

Mme Anne-Catherine Ries, du Service des Médias et des Communications

M. Jos Glod, M. Jean-Marie Spaus, M. Claude Strasser, de l'EPT

M. Jacques Prost, M. Paul Schuh, Mme Sandra Wietor, de l'ILR

Mme Anne Tescher, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Haagen

*

Présidence : M. Marcel Oberweis, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 28 juin 2012

Le projet de procès-verbal sous rubrique est adopté.

2. 6380 Débat d'orientation sur la neutralité d'Internet

a) Explications des représentants de l'ILR

M. le Directeur de l'ILR précise en guise d'introduction que les termes « neutralité de l'Internet » prêtent à confusion. Un terme adéquat serait celui du « open Internet », un terme qui est d'ailleurs utilisé par le régulateur américain, la *Federal Communications Commission (FCC)*.

M. le Directeur de l'ILR remet à M. le Rapporteur un article au sujet des principes de régulation en matière de la neutralité de l'Internet à savoir « *Confronting the FCC Net Neutrality Order with European Regulatory Principles* » (cf. annexe 1).

La loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques procure à l'ILR un instrument indirect en vue de vérifier si la neutralité de l'Internet est garantie, ce que le régulateur a d'ailleurs déjà fait. A souligner que l'ILR n'a aucune compétence en ce qui concerne le contenu.

En vertu de l'article 72 de la loi du 27 février 2011, l'ILR peut analyser les conditions générales imposées par les opérateurs aux utilisateurs. Les opérateurs sont d'ailleurs tenus d'informer les abonnés de toute modification des conditions limitant l'accès à des services ou applications, ou leur utilisation, lorsque ces conditions sont autorisées par le droit national. Cette information sur toute condition limitant l'accès à des services et applications doit par ailleurs figurer dans les conditions générales des contrats d'abonnements.

Après avoir constaté que les opérateurs de téléphonie mobile à l'étranger bloquent les services Voice-over-IP (VoIP), l'ILR a interrogé cinq opérateurs au Luxembourg à ce sujet. Ces opérateurs ont dans un premier temps affirmé de ne pas bloquer des services VoIP. Or, après avoir examiné les conditions générales des contrats d'abonnement de ces opérateurs, l'ILR a constaté que trois opérateurs y avaient intégré des restrictions. Sur recommandation de l'ILR, ces opérateurs ont abandonné ces restrictions.

A noter que l'activité de fourniture de réseaux est seulement soumise à notification auprès du régulateur national et ne nécessite donc aucun agrément.

Au lieu de rechercher de nouveaux moyens de régulation, M. le Directeur est d'avis qu'il faudrait en premier lieu appliquer les principes existants. Il s'agit notamment de veiller au respect de la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur la promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet qui a été adoptée le 29 juin 2012 (cf. annexe 2). Cette résolution affirme que « les droits dont les personnes

jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, en particulier le droit de toute personne à la liberté d'expression qui est applicable sans considérations de frontières et par le moyen de son choix, conformément aux articles 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ».

M. le Directeur estime que le respect des dispositions de la loi néerlandaise est extrêmement difficile à surveiller en pratique puisque l'existence de blocage est difficile à détecter dans les réseaux fixes. De plus, la loi ne définit pas les circonstances d'une surcharge des réseaux de sorte que l'applicabilité de cette législation reste douteuse. Pour de plus amples détails au sujet de cette législation néerlandaise, il est renvoyé au document « EU Telecom Flash Message 38/2012 » recommandé par M. le Directeur et repris en annexe 3 du présent procès-verbal.

La surveillance des réseaux au niveau de blocages est très complexe. Ceci nécessite par ailleurs des ingénieurs hautement qualifiés dont le recrutement n'est pas évident dans cadre imposé par la Fonction publique luxembourgeoise.

D'après l'ILR, la législation luxembourgeoise en vigueur est suffisante à l'heure actuelle afin de garantir la neutralité de l'Internet. D'autant plus que la stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit a pour objectif de déployer des réseaux en fibres optiques de sorte le renforcement des capacités des réseaux rendra superflue toute gestion de trafic.

Répondant à la question au sujet de l'existence d'accès prioritaires à Internet, M. le Directeur explique qu'un client peut toujours acheter un service dédié. Il s'agit en effet de lignes dédiées qui ne font pas partie du réseau public. Tous les fournisseurs n'offrent pas tels services. Les clients de tels services sont en grande partie les banques qui louent une ligne afin de garantir un niveau élevé de fiabilité, notamment pour répondre aux conditions exigées par la CSSF. Il va de soi que le prix de tels services est beaucoup plus élevé. Cette question sort clairement du contexte de l'Internet ouvert et neutre.

M. le Directeur souligne que les opérateurs peuvent uniquement surveiller le débit des clients, notamment à des fins de facturation ou de gestion de trafic. Il ne s'agit donc pas d'une surveillance au niveau du contenu. Selon la position de la Commission européenne, les opérateurs doivent en informer les clients et motiver par ailleurs le recours à des telles pratiques. Le régulateur peut s'informer auprès des opérateurs si une gestion de trafic est effectivement effectuée. L'ILR peut en outre inviter l'opérateur à renoncer à cette gestion de trafic s'il estime que la capacité des réseaux est telle que tous les flux peuvent être acheminés sans aucune priorisation. M. le Directeur rappelle que dans le contexte du déploiement des réseaux en fibre optique une surcharge de la boucle locale est peu probable de sorte que les opérateurs devraient abandonner toute gestion de trafic.

M. le Rapporteur s'interroge si l'ILR peut interdire à un opérateur d'effectuer une gestion de trafic. M. le Directeur explique qu'en théorie, ceci est envisageable, mais qu'une telle décision entraîne une procédure complexe, notamment le recours à une consultation publique.

L'ILR confirme que la neutralité de l'Internet ne pose pas problème au Luxembourg à l'heure actuelle. Aucune restriction d'accès n'est pratiquée par les opérateurs. La mise en œuvre de la stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit jusqu'en 2015 renforcera ce principe de sorte que la neutralité restera garantie dans les années à venir. Le problème au Luxembourg consiste plutôt au niveau de la satisfaction des clients dans la mesure où les débits promis dans le cadre des abonnements, et donc payés par client, ne sont guère atteints en réalité. Or, ceci s'explique entre autres par l'existence de réseaux obsolètes.

M. le Rapporteur s'interroge si le Luxembourg ne risque pas d'être également touché par des restrictions des opérateurs dans les pays limitrophes. M. le Directeur explique que si un opérateur français ou allemand de téléphonie mobile bloque des applications de VoIP, le consommateur luxembourgeois qui se trouve dans une situation de *roaming* à l'étranger ne pourra évidemment pas utiliser cette application.

L'experte gouvernementale souligne que le Gouvernement n'envisage pas de mesure législative à l'instar des Pays-Bas, ceci notamment parce qu'aucun problème n'a été détecté au Luxembourg jusqu'à présent. Le Gouvernement est cependant très attaché au respect du principe de la neutralité de l'Internet, mais estime que ce problème devrait être réglé de manière concertée au niveau communautaire. L'oratrice indique que le BEREC (Body of European Regulators for Electronic Communications) a constaté dans son rapport¹ récent que des violations du principe de la neutralité de l'Internet existent en Europe. La Commission européenne reste pourtant réticente à proposer des mesures de remède. D'après la Commission européenne, la concurrence réglera ce problème dans la mesure où le consommateur pourra toujours changer d'opérateur. Voilà pourquoi la Commission accorde une grande importance au principe de la transparence afin que le consommateur puisse choisir en toute connaissance de cause. Or, si des restrictions à la neutralité de l'Internet deviennent de plus en plus courantes, chaque opérateur bloquera diverses applications de sorte que le client ne s'y retrouvera plus.

Un membre de la Commission se demande si l'inscription du principe de la neutralité de l'Internet dans la législation nationale ne représenterait pas un avantage compétitif pour le Luxembourg ? L'experte gouvernementale donne à considérer que tant qu'il n'y aura pas de problèmes au Luxembourg, le fait de légiférer ne procurera pas d'avantage compétitif. D'un point de vue politique, le Gouvernement préfère s'engager pour la neutralité du net au niveau européen, en rappelant que le Luxembourg défend activement la neutralité du net au niveau communautaire et insiste à chaque Conseil Télécommunications que la Commission européenne devrait proposer des mesures concrètes.

La neutralité de l'Internet est d'un tout autre enjeu dans les réseaux de téléphonie mobile. Alors que les bandes passantes des réseaux fixes permettent d'acheminer tous les flux sans restriction, des problèmes de capacité se présentent d'un point de vue technologique pour les réseaux mobiles. Or, il s'agit d'éviter que la violation de la neutralité de l'Internet deviennent pratique courante dans les réseaux mobiles et que les opérateurs créent des faits accomplis.

L'experte gouvernementale explique que les opérateurs de télécommunications ont des lobbies efficaces auprès de la Commission européenne.

b) Explications des représentants de l'EPT

L'EPT sera confrontée à une augmentation considérable du trafic sur Internet dans les prochaines années, une évolution à laquelle les infrastructures actuellement en place ne sont pas encore adaptées.

Le représentant de l'EPT informe que le régulateur français ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) vient de publier ses conclusions au sujet de la neutralité de l'Internet. L'ARCEP estime que légiférer ne semble pas nécessaire pour l'instant.

¹ *A view of traffic management and other practices resulting in restrictions to the open Internet in Europe – Findings from BEREC's and the European Commission's joint investigation, 29 mai 2012*

L'EPT est en train de déployer des réseaux à haut débit. Or, ceci ne représente qu'une partie du réseau Internet, notamment l'accès du client à la boucle locale. En ce qui concerne la boucle locale, les débits sont déjà importants, l'EPT pouvant par exemple offrir des débits de 30 Mbit/s sur 80% du territoire. Le problème consiste plutôt au niveau du *backbone*. L'EPT y investit globalement alors que tous les opérateurs concurrents utilisent ce réseau (*shared media*) dans le cadre des offres en gros. L'EPT fait donc régulièrement des efforts d'investissements au niveau du *backbone* afin de garantir à chaque client un service de qualité approprié. L'EPT fait augmenter progressivement les débits dans le réseau fixe et dans le réseau mobile.

L'EPT craint que la situation ne soit plus équilibrée dans la mesure où 20% des utilisateurs engendrent 70% du trafic Internet. Avec des prix forfaitaires (*flatfee*) chaque utilisateur paye le même prix d'accès à Internet, alors que certains internautes utilisent le *backbone* de manière beaucoup plus intensive.

C'est pour cette raison que dans certains pays, notamment en France, les opérateurs de télécommunications ont renoncé à offrir des prix forfaitaires au niveau de l'accès à Internet. Le prix des abonnements varie donc en fonction de la qualité de l'accès et des volumes consommés. Ces offres sont transparentes et le consommateur peut choisir en connaissance de cause.

La situation au niveau des réseaux mobiles est plus délicate. Chaque client qui se trouve dans une cellule donnée utilise une partie de la capacité disponible.

Pour les représentants de l'EPT, il y aura une tendance envers des offres à des prix variés. Certains opérateurs offriront des accès au profil bas alors que d'autres proposeront leurs services de haute qualité lesquels nécessitent une capacité plus importante du *backbone* et pour lesquels un prix supérieur incombera au client.

Un autre aspect concerne les « *over-the-top providers* », c'est-à-dire des fournisseurs tels que Google ou Apple qui alimentent les réseaux de manière massive avec du contenu. A côté de leur abonnement à Internet qui revient à l'opérateur du réseau, les internautes payent souvent pour des services directement aux fournisseurs. L'opérateur du réseau est tenu d'investir dans son réseau afin que ces contenus puissent être transmis au client final. Or, à qui incombent les coûts de ces investissements supplémentaires ? Est-ce que le client final sera disposé à payer des prix plus élevés ? Est-ce que les fournisseurs de contenu ne devraient pas participer aux coûts d'investissements des *backbones* ?

En ce qui concerne la participation des grands fournisseurs de contenu aux investissements dans les réseaux, le représentant de l'EPT informe que des pourparlers ont déjà eu lieu. Or, le rapport de force face à des entreprises d'une telle envergure fait que cette idée est restée sans suite. A noter que les opérateurs des réseaux ont également un intérêt à acheminer le contenu de ces entreprises puisqu'il répond à la demande des clients. Un opérateur qui n'offrirait pas des services de Google ne serait pas compétitif. Ces entreprises ont cependant tendance à se rapprocher du client final, notamment en installant des serveurs auprès des nœuds d'interconnexion nationaux. Il est clair que seules les grandes entreprises peuvent se permettre de financer cette pratique alors que les petits fournisseurs de contenu continuent à transmettre leur contenu par le *backbone* international.

L'EPT est intéressée à investir dans l'amélioration des réseaux mobiles et fixes. A moyen terme, le client devra choisir, en toute transparence, entre différentes qualités d'accès à des prix variables. Les représentants de l'EPT estiment que cette pratique est compatible avec le principe de la neutralité de l'Internet. A long terme, il faudra trouver un moyen de répartition

des frais d'investissements dans les *backbones*, notamment par une participation des fournisseurs de contenu.

D'un point de vue technologique il y a lieu de préciser que le *backbone* n'est pas dimensionné pour assumer une capacité maximale pendant les heures de pointe. Afin de réduire les coûts d'infrastructures, la dimension du *backbone* est calculée à l'aide de règles statistiques. Voilà pourquoi la transmission de certains services doit être prioritaire afin d'en garantir une certaine qualité. Il s'agit notamment des services qui doivent être transmis simultanément tels que des applications multimédias. Il en résulte que certains services tels que les e-mails ne seront pas acheminés de manière prioritaire. Le client qui souhaite voir ses applications et contenus transmis de manière prioritaire sur le *backbone* devrait en effet payer pour ce service.

M. le Rapporteur invoque que cet exemple illustre bien une violation de la neutralité de l'Internet. Il s'agit en effet de renoncer à toute différenciation au niveau de l'acheminement du trafic.

M. le Rapporteur se renseigne sur l'état actuel de la capacité des réseaux au Luxembourg, puisqu'en Allemagne, après examen des réseaux des cinq grands opérateurs et après consultation de DE-CIX, le principal nœud d'interconnexion allemand situé à Francfort, la Commission d'enquête du Bundestag n'a pu constater aucune surcharge. Le représentant de l'EPT explique qu'à l'heure actuelle, le réseau d'accès de l'EPT pourrait certes desservir davantage de clients en ce qui concerne l'accès au réseau, mais que la demande fait encore défaut. L'EPT est par exemple en mesure d'offrir à 80% de la population des accès d'un débit de 30Mbit/s. La majorité des clients choisit cependant un accès de 5Mbit/s. En ce qui concerne le réseau *backbone*, l'EPT investit régulièrement afin d'augmenter les capacités de cette partie. Il faut donc distinguer entre la partie commune du réseau, le *backbone*, et la boucle locale qui donne accès à Internet. L'EPT ne confirme pas l'affirmation que seule une partie minimale du *backbone* serait utilisée actuellement, bien au contraire, il s'agit d'anticiper des investissements afin d'éviter toute surcharge future.

A moyen terme, il s'agit de savoir comment l'opérateur du réseau, en tant que transporteur du contenu, pourrait être associé aux revenus des fournisseurs de contenu, en particulier les revenus engendrés par des contenus payants. Au niveau européen, les opérateurs de réseaux renoncent de plus en plus à des prix forfaitaires. A l'avenir, et dans une logique de la qualité des services, le client devra payer, à côté de son abonnement d'accès, les services qu'il utilise effectivement. Selon les représentants de l'EPT, il n'est d'ailleurs pas équitable que la communauté des internautes fiance l'utilisation des « *heavy user* ». C'est à cause des utilisateurs lourds que des investissements dans le *backbone* s'imposent afin de garantir la qualité de transmission pour tous les utilisateurs. Dans le cas d'un internet neutre, le trafic augmentera de plus en plus de sorte que la qualité diminuera, ce qui affectera effectivement tous les utilisateurs. Or, ne serait-il pas plus équitable que les utilisateurs qui profitent le plus du réseau participent davantage au financement des infrastructures ?

Répondant à une question afférente, le représentant de l'EPT explique que les centres de données n'utilisent qu'une partie limitée du *backbone*.

En ce qui concerne l'acheminement des flux en provenance de l'étranger, l'EPT doit acheter des capacités dans les réseaux des opérateurs étrangers. C'est également dans ce domaine que l'EPT doit surveiller l'évolution de ses coûts.

Luxembourg, le 31 juillet 2012

La secrétaire,
Anne Tescher

Le Président,
Marcel Oberweis

Annexe :

1. « *Confronting the FCC Net Neutrality Order with European Regulatory Principles* »
2. Résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies: "La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur l'Internet", 29 juin 2012
3. EU Telecom Flash Message 38/2012

Confronting the FCC Net Neutrality Order with European Regulatory Principles

By Winston J. Maxwell and Daniel L. Brenner¹

Abstract

The FCC Net Neutrality Order has many points in common with the European net neutrality principles enacted in 2009. Operators must inform users of traffic management practices, and users should in principle have access to the content, application and services of their choice. However the FCC Order contains two aspects that are incompatible with European regulatory principles. The FCC's different treatment of fixed and mobile operators would violate the European principle of technological neutrality. The FCC's across-the-board prohibition of "unreasonable discrimination" by fixed operators would also be impossible in Europe without a market analysis and finding of market power. This paper compares U.S. and European net neutrality rules and then examines the FCC Order through the lens of European regulatory principles, to identify which aspects of the FCC Order would work, and which would not, in Europe.

Key words: 'net neutrality' FCC EU Europe proportionality 'technological neutrality' 'asymmetric regulation' 'network management' 'market power' 'unreasonable discrimination'

I. Introduction

1. The FCC's 2010 "open Internet" (net neutrality) order went into effect on November 20, 2011.² Verizon Communications and Metro PCS have challenged the FCC Order in court, alleging that the FCC lacked statutory power to impose net neutrality rules in connection with Internet access services.³ Their principal argument is that the FCC does not have authority under the Communications Act to impose these regulations – Congress has not empowered the agency with authority over the Internet. In addition, they assert that the FCC lacked any showing of an existing harm requiring regulation at this point.⁴ Opponents of the FCC Order argue that while the FCC has considerable powers to adopt regulations in connection with telecommunications services under Title II of the Act, its powers are considerably more limited in connection with information

services governed by Title I of the Communications Act, which the FCC relied upon (as well as other non-Title II sections) to establish its authority.⁵ A net neutrality advocacy group Free Press has also challenged the FCC Order on the ground that the distinction between fixed and wireless operators (the FCC provided more lenient regulation of wireless on the ground that it is bandwidth constrained) is not justified.⁶

2. The purpose of this article is not to examine these US court challenges to the FCC Order, but rather to compare the FCC Order to the net neutrality provisions contained in the 2009 revisions to the European directives on electronic communications.⁷ This comparison will bring to light key similarities and differences between the two sets of rules. After comparing the two regimes, the article will apply European regulatory standards to the FCC Order: would the FCC Order withstand scrutiny if it were challenged in Europe? Submitting the FCC Order to a European "stress test" will yield several benefits.

3. First, it will help readers better understand how net neutrality fits into the bigger picture of the European electronic communications framework, and in particular into the competition law principles that underpin most regulatory action in Europe. Second, the exercise will reveal potential flaws in the FCC's reasoning, flaws that might be fatal to the FCC Order if it were subject to court review in Europe. Lastly, the exercise will help illuminate what flexibility European Member States and their national regulatory authorities ("NRAs") have in connection with net neutrality rules.

4. The Netherlands already adopted⁸ national rules on net neutrality that go beyond the baseline measures provided for in the European directives. It is not beyond reason to anticipate that one or more national regulatory authorities in Europe might adopt measures that resemble the FCC Order. Our analysis will therefore help to determine whether national measures resembling the FCC Order would be permitted under the existing European framework, or whether they would be deemed incompatible with the European directives on electronic communications. The basic conclusion is that the European analysis starts with broad principles, including technological neutrality, specific proof of market failure before regulating, and the absence of a private common carrier regime that in the U.S. views non-discrimination as its hallmark. The result is more than a semantic difference. The principles might well lead the U.S. regime to fail a test of legality in Europe, even if the day-to-day outcomes might not be so very different.

⁵ FCC Order, Dissenting statement of Commissioner Robert M. McDowell, p. 149

⁶ "Free Press Files Suit to Challenge FCC's Open Internet Rules," Free Press, press release Sept. 28, 2011

⁷ Directive 2009/140/EC of the European Parliament and of the Council of 25 November 2009 (the "Better Regulation Directive"); Directive 2009/136/EC of the European Parliament and of the Council of 25 November 2009 (the "Consumer Rights Directive").

⁸ K. van 't Klooster, The Netherlands take Pole Position in the Regulation of Net Neutrality, July 1, 2011, IRIS Merlin http://merlin.obs.coe.int/article.php?iris_r=2011%207%2033&language=en

¹ Partners at Hogan Lovells, resident in the respective Paris and Washington D.C. offices

² Federal Communications Commission, In the Matter of Preserving the Open Internet, FCC 10-201, adopted Dec. 21, 2010, published Fed. Reg. Vol. 76, No. 185, Sept. 23, 2011 (the "FCC Order")

³ "Verizon Appeals FCC Imposition of 'Net Neutrality' Rules," Verizon press release, Sept. 30, 2011

⁴ *Id.*; see also, FCC Order, Dissenting statement of Commissioner Robert M. McDowell, p. 147

II. A comparison of the U.S. and European rules on net neutrality.

5. In this section, we will first examine the events leading up to the adoption of the FCC Order (A), before examining the content of the order itself (B). We will then examine the background to the European net neutrality measures (C), the content of those European measures (D), and finally summarize the differences between the two sets of measures (E).

A. The Genesis of the FCC Order

6. The genesis of the FCC's order goes back to a 2005 complaint alleging port blocking by a small regional telephone company⁹ of voice over IP services provided by Vonage. The regional telco did not want to lose its customers to Vonage's "over-the-top" VOIP service. After quickly sanctioning the telco for blocking service, the FCC then issued in August 2005 a non-enforceable policy statement¹⁰ describing what it referred to as the "four Internet freedoms":

"To encourage broadband deployment and preserve and promote the open and interconnected nature of the public Internet¹¹," consumers are entitled to:

- access the lawful Internet content of their choice.
- run applications and use services of their choice, subject to the needs of law enforcement.
- connect their choice of devices that do not harm the network.
- competition among network providers, application and service providers, and content providers.

7. No incidents were reported until 2008. The FCC next acted on a complaint alleging that Comcast was wrongfully blocking BitTorrent applications and misled customers as to why a session had been interrupted. The FCC found the behavior unlawful, and particularly criticized Comcast for its lack of transparency in the matter.¹² The FCC's Comcast decision explained the notion of "reasonable network management" and the proportionality test that the FCC would apply to determine whether a given instance of network management is reasonable or not.¹³ The FCC also explained the principle of transparency that would apply to any action by a network operator to block or shape Internet traffic.

8. Comcast challenged the FCC's decision in court, and the U.S. Court of Appeals for the District of Columbia annulled the FCC's decision on April 6, 2010.¹⁴ The court did not reach the merits of the FCC's decision, but found that the FCC lacked statutory authority to issue the kind of order it had issued against Comcast. In spite of the court reversal of its Comcast decision, the FCC pursued a rulemaking procedure to develop comprehensive rules on net neutrality. The FCC adopted its final rules on December 21, 2010 after an extensive public consultation. The rules came into effect on November 20, 2011 after their publication in the Federal Register on September 23, 2011.¹⁵

9. In parallel to the creation of the new rules, the FCC imposed net neutrality obligations on a temporary basis on AT&T as one of its obligations in connection with its merger with SBC.¹⁶ When licensing the valuable spectrum in the 700MHz band, the FCC also set aside a separate block, called "Block C," that would be subject to wireless net neutrality rules.¹⁷ The other blocks of spectrum were not burdened by this obligation. Verizon Wireless purchased the Block C spectrum at auction, and is currently deploying a network to provide 3G services while respecting the wireless net neutrality rules contained in the Block C spectrum license. Finally, the FCC imposed some net neutrality obligations on Comcast in connection with Comcast merger with NBC Universal.¹⁸

B. The content of the FCC Order.

10. The FCC Order imposes three different obligations on U.S. network operators. All of the obligations are applicable to fixed operators and only some of them are applicable to mobile operators. The first obligation is to be transparent vis-à-vis customers: operators must disclose to customers in a clear and comprehensive manner the network management practices they apply.

A person engaged in the provision of broadband Internet access service shall publicly disclose accurate information regarding the network management practices, performance, and commercial terms of its broadband Internet access services sufficient for consumers to make informed choices regarding use of such services and for content, application, service, and device

⁹ FCC, In the Matter of Madison River Communications, LLC, Order DA 05-543, March 3, 2005

¹⁰ FCC Policy Statement, FCC 05-151 August 5, 2005 ("FCC Policy Statement")

¹¹ FCC Policy Statement

¹² FCC Memorandum Opinion and Order FCC 08-183, In the Matters of Formal Complaint of Free Press and Public Knowledge Against Comcast Corporation for Secretly Degrading Peer-to-Peer Applications, Aug. 1, 2008

¹³ David Sieradzki & Winston Maxwell "The FCC's Net Neutrality Ruling in the Comcast Case: Towards a Consensus with Europe?" Communications & Strategies n° 72, p.73 (2008)

¹⁴ *Comcast Corp. v. FCC*, 600 F.3d 642 (D.C. Cir. 2010)

¹⁵ Fed. Reg. Vol. 76, No. 185, Sept. 23, 2011

¹⁶ FCC Memorandum Opinion and Order FCC 05-183, In the Matter of SBC Communications Inc. and AT&T Corp. Applications for Approval of Transfer of Control, Oct. 31, 2005, p. 125: "Effective on the Merger Closing Date, and continuing for two years thereafter, SBC/AT&T will conduct business in a manner that comports with the principles set forth in the FCC's Policy Statement, issued September 23, 2005 (FCC 05-151).

¹⁷ FCC Second Report and Order FCC 07-132, July 31, 2007, par. 195: *For the reasons described below, we determine that for one commercial spectrum block in the 700 MHz Band – the Upper 700 MHz Band C Block – we will require licensees to allow customers, device manufacturers, third-party application developers, and others to use or develop the devices and applications of their choice, subject to certain conditions, as described further below.*

¹⁸ FCC Memorandum Opinion and Order FCC 11-4, in the Matter of Applications of Comcast Corporation, General Electric Company and NBC Universal, Inc., January 18, 2011, pp. 125-126

*providers to develop, market, and maintain Internet offerings.*¹⁹

This transparency rule applies to both fixed and mobile operators in the U.S. The FCC has recently published guidelines on how these transparency rules should be applied.²⁰

11. The second obligation is called the no-blocking rule. The no-blocking rule comes in two different flavors: The no-blocking rule applicable to *fixed* operators prohibits the blocking of any lawful website, application, service or device, subject to reasonable network management. The no-blocking rule applicable to *mobile* operators prohibits only the blocking of any lawful website or the blocking of any service or application that competes with a service or application provided by the mobile operator. Other types of blocking, i.e., downloads of large files, may be allowed by mobile operators. As for fixed operators, the no-blocking rule applicable to mobile operators is subject to reasonable network management. In other words, blocking that occurs because of “reasonable network management” will not be deemed a violation of the FCC Order. The no-blocking rule is formulated as follows:

A person engaged in the provision of fixed broadband Internet access service, insofar as such person is so engaged, shall not block lawful content, applications, services, or non-harmful devices, subject to reasonable network management.

*A person engaged in the provision of mobile broadband Internet access service, insofar as such person is so engaged, shall not block consumers from accessing lawful websites, subject to reasonable network management; nor shall such person block applications that compete with the provider's voice or video telephony services, subject to reasonable network management.*²¹

12. The third obligation contained in the FCC's Order is the rule prohibiting unreasonable discrimination. This rule applies only to fixed operators. Mobile operators are free to partake in “unreasonable discrimination,” whatever that term means. The rule prohibiting unreasonable discrimination is also subject to reasonable network management: discrimination dictated by reasonable network management will not violate the FCC's rules. We will discuss the FCC's no unreasonable discrimination rule in more detail below.²² It is by far the most controversial aspect of the FCC's order insofar as it is designed to prohibit paid prioritization arrangements between an Internet access provider and upstream content, application or service providers. The rule is worded as follows:

*A person engaged in the provision of fixed broadband Internet access service, insofar as such person is so engaged, shall not unreasonably discriminate in transmitting lawful Internet traffic over a consumer's broadband Internet access service. Reasonable network management shall not constitute unreasonable discrimination.*²³

13. Under the FCC Order, the notion of reasonable network management is similar to the rules developed by the FCC in the Comcast decision. To qualify as reasonable network management, a measure must target a *legitimate objective* such as fighting spam or computer viruses or undue congestion of the network. The measure must then be *narrowly targeted* to achieve the identified objective and not create unnecessary spill-over effects. In essence, the FCC will apply a proportionality test to determine if network management measures are reasonable. The FCC described the proportionality test as follows:

*A network management practice is reasonable if it is appropriate and tailored to achieving a legitimate network management purpose, taking into account the particular network architecture and technology of the broadband Internet access service.*²⁴

14. Finally, the FCC's rule indicates that the net neutrality measures will not apply to so-called specialized services, i.e. services that do not consist of broadband Internet access. Examples of specialized services include managed IPTV, such as AT&T's U-Verse service and managed online health services.

C. Background to the European Net Neutrality Measures

15. The 2009 amendments to the European directives on electronic communications provide national regulatory authorities (“NRAs”) with several tools to deal with net neutrality. European directives do not have direct effect. They do not immediately apply to companies and individuals in each Member State. Instead, each Member State must first adopt a national law that implements the directive. This gives each Member State flexibility to interpret the provisions of the directive and in some cases to adopt laws that go farther than what the directives provide. Member States were supposed to adopt national laws to implement the revised directives no later than May 25, 2011. However, a number of Member States have still not completely implemented the provisions of the revised directives.²⁵

16. Once a Member State enacts legislation to implement the directives, the Member State's NRA has the responsibility for developing detailed rules on issues such as net neutrality. Those rules would then be subject to judicial review before national courts. When

¹⁹ 47 CFR §8.3

²⁰ FCC Advisory Guidance for Compliance with Open Internet Transparency Rule, DA 11-1148, June 30, 2011

²¹ 47 CFR §8.5

²² *Infra*, at §§58-71

²³ 47 CFR §8.7

²⁴ 47 CFR §8.11(d)

²⁵ European Commission Press Release IP/11/1429, Nov. 24, 2011, “Digital Agenda: Commission presses 16 Member States to implement new EU telecoms rules”

evaluating the legality of the measure taken by the NRA, the national court will review the measure in light of the directive's provisions and the general regulatory principles underpinning the European framework for electronic communications. This review process is becoming quite routine for NRA decisions, which is why it is fairly easy to imagine the hypothetical case of a European national court reviewing a net neutrality measure adopted by an NRA in Europe, a measure that is similar to the FCC Order.

D. Content of the European Net Neutrality Rules

17. The 2009 revisions to the directives impose transparency obligations similar to those imposed by the FCC Order. All electronic communications operators in Europe must disclose in a clear and comprehensive manner the limitations imposed on customers in connection with accessing certain content, services or applications. The existence of this transparency provision suggests that Internet access providers are permitted to block or limit access to certain content, services and applications, provided those limitations are clearly disclosed to customers in advance. The Directive uses the following language:

*This Directive neither mandates nor prohibits conditions, imposed by providers of publicly available electronic communications and services, limiting end-users' access to, and/or use of, services and applications, where allowed under national law and in conformity with Community law, but lays down an obligation to provide information regarding such conditions.*²⁶

18. This contrasts with the FCC's rule that prohibits, for fixed operators at least, any blocking measures unless they are necessitated by reasonable network management.

19. The second branch of the transparency rule in Europe consists in the obligation to clearly disclose to customers the nature of the traffic management measures applied by the Internet access provider.

Member States shall ensure that national regulatory authorities are able to oblige undertakings providing public electronic communications networks and/or publicly available electronic communications services to inter alia:

....

*(d) provide information on any procedures put in place by the provider to measure and shape traffic so as to avoid filling or overfilling a network link, and on how those procedures could impact on service quality.*²⁷

The body of European regulators of electronic communications, the BEREC, has already issued guidelines on how operators should apply the European transparency rule.²⁸

20. The second measure in the European package is not an obligation *per se*, but a declaration of principle. The 2009 amendments to the directives include a new principle that NRAs must strive to achieve: in their decisions, national regulatory authorities must "promote the ability of end-users to access and distribute information or run applications and services of their choice."²⁹ By framing this statement as a principle instead as a hard and fast obligation, the European framework gives NRAs flexibility to adapt the principle to different circumstances. Moreover this net neutrality principle is in competition with other equally important principles in the framework, such as ensuring the promotion of competition, efficient investment, and innovation.³⁰ This allows NRAs to apply a balancing test and make trade-offs when certain principles are in competition with each other, as is often the case.

21. The next measure contained in the revised European framework is the power for NRAs to fix minimum quality of service requirements for Internet access services. NRAs may only do this if they can show that the competitive market is not providing users with sufficient choice and quality levels. NRAs must communicate their proposal and its justification to the European Commission, which may provide comments or object. The reason for this provision is to allow NRAs to intervene in the event Internet access providers all begin promoting managed services – which, like "specialized services" are not subject to net neutrality rules -- and gradually degrade the quality of basic Internet access.

22. European policymakers fear that managed services such as IPTV will be more remunerative for access providers than basic Internet access, and that consequently access providers will gradually try to push their customers toward these managed services and that as a consequence the quality of broadband Internet access will decline.

23. The European approach starts, however, from the principle that robust competition in the broadband access market will be sufficient to provide consumers with sufficient choice and quality in services, and that regulatory intervention to impose quality of service should occur only if there is a demonstrable market failure. This is well summarized in recital 34 to the Consumer Rights Directive:

A competitive market should ensure that end-users enjoy the quality of service they require, but in particular cases it may be necessary to ensure that public communications networks attain minimum

²⁶ Article 1(3), Directive 2002/22/EC as amended by Directive 2009/136/EC (the "Universal Service Directive")

²⁷ Article 21(3)(d), Universal Service Directive

²⁸ BEREC Guidelines on Transparency in the scope of Net Neutrality: Best practices and recommended approaches, BoR(11)67, December 2011.

²⁹ Article 8(4)(g), Directive 2002/21/EC as amended by Directive 2009/140/EC (the "Framework Directive")

³⁰ Article 8, Framework Directive

*quality levels so as to prevent degradation of services, the blocking of access and the slowing of traffic over networks.*³¹

24. The last net neutrality measure contained in the new European package provides that NRAs should be in a position to arbitrate disputes between network operators and providers of content, applications and services. The wording of the revised directive on this subject is relatively unclear. The directive refers to disputes between network operators and enterprises that benefit from interconnection.³² Because of this imprecise wording, national measures adopted to implement the directive may take divergent approaches. However, the idea behind the provision is to ensure that NRAs are able to intervene in dispute resolution proceedings in cases where a content or service provider upstream may accuse an Internet access provider downstream of unreasonably blocking or discriminating against his content or service. When deciding such cases, the NRA would reach a decision that would achieve to the extent possible all the various objectives listed in article 8 of the Framework Directive, including the promotion of competition and the objective of allowing users to have access to the content and services of their choice.

E. Summary of Differences

25. This quick comparison between the FCC Order and the new European net neutrality provisions reveals several key differences between the two regimes.

- The FCC Order imposes an affirmative no-blocking rule, whereas the European framework simply allows NRAs to intervene in dispute resolution proceedings should a service or content provider believe that it is the victim of unreasonable blocking. When deciding such a case, an NRA in Europe will take into account a number of factors and objectives, including reasonable network management and the need to ensure that end-users have access to the content and services of their choice. However, in practice a no-blocking rule may come into play only upon the complaint of a party which believes the rule has been violated.
- The FCC Order contains a non-discrimination provision, whereas the European framework does not. Under the European framework, a non-discrimination obligation can be imposed by NRAs only after a market analysis and an identification of an operator as holding significant market power. We will review this in more detail below.
- The FCC Order makes a distinction between fixed and mobile access providers, whereas the European framework makes no such distinction. We will examine this aspect of the

FCC Order in more detail below, in the context of technological neutrality.

III. Review of EU Regulatory principles

26. In this section, we will look at four of the regulatory principles that form part of road map for European regulators and courts when evaluating regulatory options: (A) the proportionality test, (B) the difference between asymmetric and symmetric regulation, (C) the principle of technology neutrality, and D) the principles of objectivity and transparency.

A. Proportionality test

27. If US net neutrality rules were subject to scrutiny under European regulatory principles, the first question would be whether the US rules respect the principle of proportionality. The principle of proportionality requires that the regulator identify a precise harm or market failure that needs to be cured. Under European regulatory practice applicable to electronic communications, the regulatory harm is generally identified through a market analysis that the regulator is required to conduct before imposing any asymmetric remedies. The relevant harm or market failure should be one that actually exists and can be observed in the market. In some cases, a regulatory authority can identify a market failure that is likely to occur in the future based on evidence collected during the market analysis. However, when the market failure has not already occurred, the burden of proof on the regulator is relatively high to show that the market failure is likely.

28. Once the regulatory authority has identified a particular market failure that needs to be addressed, the regulatory authority must choose a proportionate remedy, i.e. a remedy that is the least burdensome possible and still permits the problem to be addressed. To choose the least burdensome remedy, the regulator must generally consider several scenarios and consider the costs and benefits of each. This requires that the regulator have some idea of the cost that any given remedy would generate for the affected firms and for the market, and that the regulator make an estimate of the effectiveness of the relevant scenarios in terms of achieving the desired objective. A remedy with high potential costs should be used only as a last resort.

29. Some of the regulatory authorities in Europe go so far as to conduct impact assessments evaluating the effect of several scenarios on consumers and on the relevant firms. Implicit in this test is the requirement that the regulator consider the scenario of doing nothing – of not imposing any regulatory remedies -- and examining what the outcome for the market is likely to be under that scenario, bearing in mind the possibility of using other tools such as competition law.

30. Where two or more regulatory options yield roughly the same results in terms of cost and benefits, the regulatory authority will look to other factors that might justify choosing one scenario over another. For example, where one scenario is more consistent with a

³¹ Recital 34, Consumer Rights Directive
³² Article 20(1), Framework Directive

recommendation by the European Commission, or with practices of other European regulatory authorities, a national regulator would give a preference to that scenario in order to promote European harmonization. Similarly, if one of the regulatory solutions would be more conducive to innovation, the regulatory authority would give preference to that regulatory solution over another that is less favorable to innovation.

B. Asymmetric versus symmetric regulation

31. Another question that would have to be asked if the US rules were to be analyzed under European regulatory principles is whether the rules are designed to address anticompetitive conduct committed by a firm holding a dominant position on the telecommunications market. If the objective of the measure is to address anticompetitive conduct by a dominant operator, then the relevant cure for that anticompetitive conduct would be considered under European regulatory principles as an asymmetric remedy, i.e. a remedy that applies only to firms holding significant market power.

32. Under European regulatory principles, any measure designed to counter market power must follow the rigorous market analysis procedure set forth in the directives. This requires that the regulatory authorities define a relevant market and show that a given firm holds significant market power on that market. The regulator must then show that reliance on competition law alone would not suffice to permit competition to emerge on the relevant market. A regulatory authority must satisfy a number of tests before imposing an asymmetric regulatory remedy. If a regulator attempts to shortcut this procedure by disguising what should be an asymmetric remedy as a so-called symmetric remedy, the regulator's action can be challenged under European law.

C. Technology neutrality

33. Another requirement of the European framework is that regulations be to the full extent possible technologically neutral. Technological neutrality was included in the European framework in 2002, in order to respect the philosophy that all electronic communications networks should be treated alike from a regulatory standpoint. Before 2002, European countries had separate rules for cable networks, mobile networks and fixed wireline networks. In 2002 the difference between these networks was abolished.

34. Today, all networks in Europe are subject to the same rules. Where networks make use of radio spectrum, separate rules apply to the assignment and use of spectrum. Those separate spectrum rules are in most cases limited to rules to prevent harmful interference and to ensure efficient use of the scarce resource. But the rules applicable to the operation of the underlying network, as well as the rules applicable to an operator's relations with its customers and with other carriers, are the same regardless of whether the network is fixed line or mobile. This is why the European rules on net neutrality make no distinction between fixed and mobile networks.

35. In terms of asymmetric regulation, there are generally less regulations on mobile than on fixed networks. However, this is purely a result of the market analysis process and the conclusion that for mobile networks the competitive conditions are not the same as for fixed networks.

36. The European Commission has made efforts to eliminate any remaining differences between fixed and mobile networks in order to encourage converged fixed and mobile networks and service offerings. The latest example of this is the European Commission's recommendation on setting regulatory tariffs for the termination of voice calls on fixed and mobile networks. The Commission has recommended that national regulators use a single methodology (LRIC) for the calculation of tariffs on both fixed and mobile networks. The reason for this was to eliminate artificial differences between calls made on fixed and mobile networks and thereby encourage the development of service offerings that combine unlimited fixed and mobile calls. The underlying policy objective behind this is to encourage innovation and make sure that consumers receive the full benefits of converged IP-based networks.

37. Technology neutrality is akin to the idea of setting standards that do not prescribe a given technology but instead specify the performance standard to be attained.³³ Regulation should not prejudge technological choices, by picking technological winners and losers. But termination rates are not the same type of issue as capacity constraints – so while uniformity there makes sense, the differential treatment of restricted bandwidth in the US system also makes sense.

38. Technology neutrality is also a form of non-discrimination. One of the separate requirements under the European regulatory framework is that regulations treat in the same way similarly situated operators. Technology neutrality goes even farther, stating that regulation should not discriminate based on the kind of technology used.

D. Objectivity and Transparency

39. Two other requirements of the European framework are that regulations be objective and transparent. The test of objectivity means that the reasons for the regulations must be based on objectively verifiable facts and methodologies. The test of objectivity is related to the test of transparency, which is designed to ensure that the reasons and factual evidence on which any regulatory action is based are publicly available. Objectivity and transparency are designed to ensure that regulations are not adopted on the basis of behind-closed-doors meetings and secret trade-offs between the regulator and the regulated firms. Objectivity and transparency contribute to the legitimacy of regulatory measures.³⁴

³³ S. Breyer, *Regulation and its Reform* (Harvard, 1982) pp.96-106

³⁴ *Id.*, p.345

40. Objectivity and transparency are also necessary in order for courts to be able to effectively review the action of the regulator and annul any action by the regulator that does not respect the regulator's statutory mandate. This dovetails with the principle that regulatory decisions must be subject to full judicial review. Objectivity and transparency have led regulatory authorities in Europe to use public consultations prior to adopting any regulatory measures. Typically the regulatory authority will publish a document describing in detail the proposed measures and the reason why the regulatory authority deems such measures necessary.

41. Objectivity and transparency also promote the objective of predictability of regulatory action. Predictability was added as a specific regulatory objective in 2009.³⁵ The consistency and predictability of regulatory action facilitate investment and risk-taking by firms. Predictability is an important factor contributing to economic welfare.

IV. Confronting the FCC Order with European regulatory principles

42. Two aspects of the FCC's net neutrality order would be problematic under the principles of the European framework: (A) the FCC's differing treatment of fixed and wireless networks, and (B) the "no unreasonable discrimination" rule imposed on fixed operators.

A. The FCC Order's differentiation of fixed and mobile broadband access providers would violate the European principle of technology neutrality

43. The FCC Order subjects fixed and mobile broadband access providers to two different sets of rules, as summarized by the table below

³⁵

Art. 8(5)(a), Framework Directive

	Fixed networks	Mobile networks
Transparency "A person engaged in the provision of broadband Internet access service shall publicly disclose accurate information regarding the network management practices, performance, and commercial terms of its broadband Internet access services sufficient for consumers to make informed choices regarding use of such services and for content, application, service, and device providers to develop, market, and maintain Internet offerings"	Yes	Yes
No Blocking (fixed) "A person engaged in the provision of fixed broadband Internet access service, insofar as such person is so engaged, shall not block lawful content, applications, services, or non-harmful devices, subject to reasonable network management."	Yes	No
No Blocking (mobile) "A person engaged in the provision of mobile broadband Internet access service, insofar as such person is so engaged, shall not block consumers from accessing lawful websites, subject to reasonable network management; nor shall such person block applications that compete with the provider's voice or video telephony services, subject to reasonable network management."	Yes (no blocking mobile is a subset of no blocking fixed)	Yes
No Unreasonable Discrimination "A person engaged in the provision of fixed broadband Internet access service, insofar as such person is so engaged, shall not unreasonably discriminate in transmitting lawful network traffic over a consumer's broadband Internet access service. Reasonable network management shall not constitute unreasonable discrimination."	Yes	No

44. To illustrate the difference more vividly, the FCC's rules allow mobile operators to discriminate – or at least they are not barred from such behavior. This behavior can take the form of entering into agreements for paid prioritisation with upstream content or application providers, whereas fixed operators are prohibited from doing so in most cases.³⁶ The rules allow mobile operators to block certain lawful applications, whereas fixed operators are prohibited from doing so.

45. The creation of two sets of rules -- one for fixed operators and one for mobile operators -- contradicts the European approach of technology neutrality, and the whole purpose of the 2002 European framework, which was to abolish regulatory differences between different kinds of electronic communications networks.

46. As noted above³⁷, European net neutrality rules take into account the constraints of wireless networks. For example, in Europe "reasonable network management" would tolerate more aggressive traffic shaping over mobile networks than over fixed networks because of the limited capacity of the shared radio access

network. Mobile operators are also subject to separate obligations related to the use of radio spectrum. Those obligations may relate to the need to ensure there is no harmful interference, or may relate to coverage obligations imposed when the mobile operator bid for its spectrum.

47. The FCC has taken a different approach, creating separate rules governing the economic conduct for fixed and mobile networks, unrelated to technical issues linked to spectrum. How does the FCC justify the difference?

48. As regards the lighter version of the no-blocking rules, the FCC explains that mobile operators need the ability to effectively manage their mobile broadband networks, and that the lighter no-blocking rules for mobile operators strikes the right balance between the need to protect consumers from inappropriate blocking and mobile operators' need to manage their networks.³⁸ The main reason for the lighter rule therefore appears to be the increased needs for mobile operators to conduct network management. However the FCC also states that the standard of "reasonable network management" will take into account the specific needs of mobile operators.³⁹

³⁶ We will examine the content and justification for the "no unreasonable discrimination rule" in more detail at §58 *et seq.* below
³⁷ *Supra*, §35

³⁸ FCC Order, par. 100
³⁹ *Id.*, par 110

49. A national court in Europe would immediately note that the FCC's rule appears discriminatory and contrary to "technology neutrality." The court would then seek to enquire whether the FCC has cited a good reason for the difference in treatment. In the case of the no-blocking rules, the FCC's justification seems to be that mobile operators need more latitude to conduct network management. However this latitude has already been accorded under the "reasonable network management" rule. The FCC's rule in effect permits mobile operators to block services and applications based on reasons unrelated to legitimate network management constraints. And yet the FCC's justification for the measure appears to be limited to network management constraints. A national court in Europe would identify this as a defect in reasoning and possibly annul the FCC's decision on this basis.

50. The FCC cites differences in the competitive environment for fixed and mobile as a reason for creating two different sets of rules. According to the FCC, "mobile broadband is an earlier-stage platform than fixed broadband, and it is rapidly evolving."⁴⁰ The FCC states that business models for mobile broadband are evolving quickly. Finally, the FCC points out that most customers have more choices for mobile broadband than for fixed (particularly fixed wireline) broadband.⁴¹

51. If the FCC Order were subject to judicial review in Europe, a court could challenge these two justifications. First, a fixed broadband operator could demonstrate that platforms for fixed broadband access are evolving quickly, and in some cases are quite recent. DSL-based platforms are migrating to VDSL (FTTC) or FTTH platforms. Cable networks are evolving toward DOCSIS 3. Business models are evolving quickly as well, fixed operators experimenting with different subscription models for very high bandwidth offers.

52. As regards the difference in competition between fixed and mobile platforms, a court in Europe could criticize the FCC's reasoning on the basis that the FCC did not conduct a market analysis to support its assertion that the competitive conditions for mobile networks are more intense than for fixed networks. In Europe, a regulatory authority would have to conduct a market analysis in order to evaluate the level of competition on the retail market for fixed and mobile broadband before the regulatory authority could use the lack of competition as a reason to apply different rules to fixed and mobile platforms. In footnote 47 of the FCC Order, the FCC states that it does not have to conduct a "market power analysis":

*Because broadband providers have the ability to act as gatekeepers even in the absence of market power with respect to end users, we need not conduct a market power analysis.*⁴²

53. A last reason cited by the FCC for the difference in treatment is that Verizon Wireless has been

granted spectrum in the 700 MHz band under open access conditions. In 2008, the FCC licensed a number of blocks of spectrum in the 700 Mhz band and set aside one block, called Block C, as one that would be subject to open access obligations similar to those contained in the FCC's net neutrality order. Because of these open access obligations, Block C commanded a lower price at the auction than did the other blocks of spectrum unburdened by these restrictions.

54. The official reason cited by the FCC in its 2010 order for not imposing the full set of neutrality obligations on mobile operators is that the FCC felt it appropriate to observe the operation of the Block C network before imposing an across-the-board net neutrality obligation on all mobile operators. The FCC also said that the market seemed to be naturally moving toward acceptance of open access conditions among mobile operators and therefore it was not yet necessary for the FCC to intervene.

55. These two reasons cited by the FCC seem contestable. As pointed out by Commissioner Robert McDowell in his dissenting opinion, fixed broadband operators almost uniformly apply open Internet policies. The market seems to have settled clearly in favor of open Internet policies for fixed broadband providers, the only exception being a handful of incidents, including Comcast's blocking of the BitTorrent protocol and the Madison River telephone company's blocking of Vonage's voice over IP service. Mobile broadband providers on the other hand have much more routinely applied blocking practices, especially VOIP applications.

56. The real reason for the difference in treatment may be that the FCC could not apply across-the-board net neutrality obligations on mobile operators who purchased spectrum at the 700Mhz auction unburdened by open access conditions.

57. Because the unrestricted spectrum commanded a higher price than the Block C spectrum burdened by net neutrality obligations, operators having purchased the more expensive spectrum could potentially make a claim for refund of a portion of the price they paid for the unburdened spectrum. This reason is not referred to in the FCC Order, but it may have contributed to the FCC's decision not to apply the full set of net neutrality obligations to mobile operators. Or it was a recognition that, given the dynamically growing amount of wireless video transmissions, which use much more bandwidth than voice or simple data, wireless operators need more leeway to manage video traffic. Although arguably this aspect would be already picked up in the "reasonable network management" rule.

B. The "no unreasonable discrimination" obligation would likely violate European methodology because no market analysis was performed

58. The most controversial obligation imposed on fixed broadband operators in the U.S. is the "no unreasonable discrimination" rule. According to the

⁴⁰ FCC Order, par. 94

⁴¹ FCC Order, par. 95

⁴² FCC Order, par. 32, footnote 47.

FCC, the reason for the rule is to prevent fixed broadband access providers from leveraging their gatekeeper function by extracting payments for priority services from upstream content and application providers. As noted above⁴³, the FCC is careful to point out that their reasoning is not based on the exercise of monopoly power by broadband access providers and that consequently it is not necessary for the FCC to conduct an analysis of market power.

59. The FCC's reasoning nevertheless is based in large part on the market power of broadband access providers with regard to upstream content and application providers. This kind of market power is identical regardless of whether the operator is a fixed or a mobile broadband provider, again highlighting a certain incoherence in the FCC's differential treatment of fixed and mobile operators. The reasoning of the FCC is that an upstream applications provider has no choice but to go through the broadband access provider's network in order to reach customers of that broadband access provider. Viewed through this prism, each broadband access provider has a gatekeeper function with regard to the access provider's own customers, and non-discrimination—if it is applied—should apply to both.

60. The FCC's assertion of market power may well be true. However, under the European framework it would be necessary to conduct a much more detailed market analysis to determine whether the gatekeeper's market power is sufficient to justify regulation of this type.

61. The reasoning used by the FCC is similar to that used in Europe to justify the regulation of tariffs for terminating calls on fixed and mobile networks. Indeed some operators in Europe argue that regulators should impose a data termination tariff for Internet traffic similar to the tariff applicable to the termination of voice calls and SMS messages. The FCC obviously does not go this far.

62. Indeed the imposition of a data termination rate would radically change the structure of agreements for the exchange of Internet traffic. Not going so far as to create a data termination rate, the FCC nevertheless imposes a non-discrimination obligation on broadband operators vis-à-vis upstream content and application providers.

63. In Europe the non-discrimination obligation is provided for in article 10 of the Access Directive, and can only be imposed on operators holding significant market power. As noted above⁴⁴, the FCC justifies its ruling on the fact that fixed access providers enjoy a kind of market power with regard to upstream content and application providers for each customer – customers can't change their ISP easily. But the FCC's assertion does not seem to be supported by a detailed market analysis of the kind one would need to conduct in Europe.

64. In Europe, a regulatory authority would have to first define the relevant market using a hypothetical monopolist (SSNIP) test and then determine whether one or more operators can behave independently of its competitors and ultimately of consumers on that market. This would determine whether the operator holds significant market power ("SMP"). In conducting this market analysis, the regulator would have to analyze the likely reaction of content and application providers to any attempted discrimination by a broadband access network, analyze the role of content delivery networks (CDNs) and of the possible reaction of consumers to discriminatory practices by their access provider.

65. This analysis is not simple. It may or may not lead to the conclusion that the broadband access provider enjoys a high degree of market power. The market analysis may show that discriminatory behavior of this kind by a broadband access provider would immediately be sanctioned by unfavorable reactions by the broadband access provider's own retail customers. If that were the case, the market would function as a sufficient safeguard against discriminatory behavior and regulatory intervention would be unnecessary.

66. Another curious aspect of the FCC's decision is the definition of what constitutes "unreasonable discrimination." Some operators argued in the FCC proceedings that the test should be one of "anti-competitive discrimination." Operators pointed out that the cases of discrimination cited by the FCC were essentially cases of anticompetitive conduct. By referring to anticompetitive discrimination, operators would have a better idea of what forms of discriminatory behavior are prohibited.

67. The FCC declined to use this approach and imposed a non-discrimination obligation that would in effect prohibit discrimination of a kind that is permitted by competition law. The FCC stated that its unreasonable discrimination rule would most likely apply to any kind of paid prioritization arrangement between a fixed broadband access provider and an upstream provider of content or application. In other words, such an arrangement would likely be prohibited under the FCC rule, even if it were not prohibited by competition law.

68. Based in large part on competition law, the European framework is less prescriptive with regard to upstream paid prioritization arrangements and would not accommodate an across the board prohibition of the kind imposed by the FCC. In Europe there is no prohibition of discrimination *per se*, but national regulatory authorities are able to intervene in individual dispute resolution proceedings between content and application providers on the one hand, and broadband access providers on the other.

69. When deciding individual dispute resolution proceedings regulatory authorities must take into account the objectives of article 8 of the Framework Directive, which include the objective of ensuring that end users have access to the content and applications of their choice. Under the European approach, *ex post*

⁴³ *Supra*, §52

⁴⁴ *Supra*, §52

intervention through dispute resolution would be less intrusive and less potentially harmful to innovation and competition than would an across-the-board non-discrimination rule.

70. In competitive markets, discrimination can lead to innovation and efficiency. Discrimination can also lead to distortions of competition, particularly when the firm discriminating occupies a dominant position. Because the European regulatory framework is based in large part on competition law principles, and on the principle that sector-specific regulation should disappear once markets become competitive, European lawmakers would have had difficulty imposing a non-discrimination obligation without the identification of a clear market failure.

71. This is particularly so since under the European Framework, the non-discrimination rule is closely linked to regulation of operators with significant market power. Consequently, there would be an inherent contradiction if European regulators were to impose a non-discrimination rule outside the context of a market analysis and a determination of significant market power. The FCC Order would fail under this test.

V. CONCLUSION

72. The difference between the European and U.S. regulatory approaches to net neutrality is due in large part to the underlying principles that form the basis for the European framework for electronic communications. Those underlying principles include, for example, the principle of technology neutrality, which is largely absent from the U.S. regulatory framework. The U.S. Communications Act is still divided into silos based on the kind of network and technology being used to provide the service.

73. The principal reason for the European reform in 2002 was to eliminate these technology silos. Consequently, technology neutrality is firmly entrenched in the DNA of the European framework and it would have been difficult if not impossible to create a separate body of net neutrality rules for fixed and mobile networks as was done in the U.S. The European regulatory framework will naturally acknowledge technological differences between fixed and mobile services, but this would be taken into account in the notion of “reasonable network management,” as opposed to embedded in the rules from the outset.

74. By contrast, the FCC’s approach creates different sets of rules for fixed and for mobile networks, while in addition stating that reasonable network management will take account of the technical differences between the two kinds of networks. The FCC seems guilty of a form of double counting when justifying the difference in treatment between fixed and mobile networks.

75. The other main difference between the US and the European approaches relates to the non-discrimination rule. Here, too, we see one of the philosophical underpinnings of the European framework.

The European framework divides regulatory problems into two categories: problems that relate to lack of competition, and problems linked to more general issues of consumer protection or compliance with technical standards. The methodology for treating competition-related issues is to conduct a market analysis, and to identify specific market failures and firms that hold significant market power. It is only after going through this process that NRAs may impose asymmetric remedies such as a non-discrimination obligation.

76. The purpose of this European methodology is to ensure that regulation is imposed only where it is absolutely necessary and that regulatory measures are rolled back as soon as the market is effectively competitive. For issues related to general consumer protection and compliance with technical standards, regulators in Europe can more easily impose obligations on operators of all kinds. NRAs in that case are not required to conduct a market analysis. This dichotomy in the EU methodology no doubt explains why it would have been difficult to impose a non-discrimination obligation on all operators in Europe. The non-discrimination rule targets competition-related problems, such as vertical leveraging.⁴⁵

77. Just as distinguishing between fixed and mobile operators would have run against the DNA of the European regulatory framework, so would have the idea of imposing an across the board non-discrimination obligation without linking it to some form of market analysis. Some say that the non-discrimination rule imposed by the FCC also runs against the regulatory DNA of the U.S. Communications Act insofar as non-discrimination is a remedy generally associated with “common carriers” under Title II of the Communications Act, and the FCC has not attempted to argue that Internet access providers are common carriers.

78. Consequently, some observers have pointed out that there is an inherent contradiction between the non-discrimination obligation in the FCC Order and the FCC’s qualification of Internet access providers as information service providers (ie. non common carriers).

79. As a general matter, the European Framework requires Member States to eliminate regulation where it is no longer necessary.⁴⁶ Consequently the imposition of a general non-discrimination or no-blocking rule would at a minimum have required a showing of an actual market failure linked to upstream discrimination by Internet access providers, which could only be addressed by a general non-discrimination obligation. In the current state of the Internet, a market failure of this kind is difficult to show. As pointed out by the Commission in a recent communication⁴⁷, evidence of blocking is currently lacking.

⁴⁵ Winston Maxwell & Nicolas Curien “Net Neutrality in Europe: an economic and legal analysis” *Concurrences* n° 4-2010, p.44

⁴⁶ Article 8(5)(f), Framework Directive

⁴⁷ European Commission Communication, *The open Internet and net neutrality in Europe*, April 19, 2011, COM(2011) 22 final p. 6



Assemblée générale

Distr. limitée
29 juin 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingtième session

Point 3 de l'ordre du jour

Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Algérie*, Allemagne*, Argentine*, Australie*, Autriche, Azerbaïdjan*, Belgique, Bolivie (État plurinational de)*, Bosnie-Herzégovine*, Brésil*, Bulgarie*, Canada*, Chili, Chypre*, Costa Rica, Côte d'Ivoire*, Croatie*, Danemark*, Djibouti, Espagne, Égypte*, Estonie*, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine*, Finlande*, France*, Géorgie*, Grèce*, Guatemala, Honduras*, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande*, Islande*, Italie, Lettonie*, Libye, Liechtenstein*, Lituanie*, Luxembourg*, Maldives, Malte*, Maroc*, Mauritanie, Mexique, Monaco*, Monténégro*, Nigéria, Norvège, Palestine*, Pays-Bas*, Pérou, Pologne, Portugal*, Qatar, République de Corée*, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, Serbie*, Slovaquie*, Slovénie*, Somalie*, Suède*, Timor-Leste*, Tunisie*, Turquie*, Ukraine*, Uruguay: projet de résolution

20/...

La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur l'Internet

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, en particulier la résolution 12/16 du Conseil en date du 2 octobre 2009, et rappelant également la résolution 66/184 de l'Assemblée générale du 22 décembre 2011,

Notant que la question de l'exercice des droits de l'homme, en particulier le droit à la liberté d'expression, sur l'Internet revêt une importance et un intérêt croissants à mesure que le rythme soutenu du développement technologique permet à de plus en plus de

* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

personnes à travers le monde d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et des communications,

Prenant note des rapports ayant pour thème la liberté d'expression sur l'Internet que le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a présentés au Conseil à sa dix-septième session¹ et à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session²,

1. *Affirme* que les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, en particulier le droit de toute personne à la liberté d'expression qui est applicable sans considérations de frontières et par le moyen de son choix, conformément aux articles 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

2. *Reconnaît* que le caractère global et ouvert de l'Internet en fait un moteur du développement sous ses diverses formes;

3. *Engage* tous les États à promouvoir et faciliter l'accès à l'Internet et la coopération internationale aux fins du développement des médias et des moyens d'information et de communication dans tous les pays;

4. *Encourage* les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales à prendre ces questions en considération dans le cadre de leur mandat, selon qu'il convient;

5. *Décide* de poursuivre l'examen de la question de la promotion, de la protection et de l'exercice des droits de l'homme, y compris le droit à la liberté d'expression, sur l'Internet et dans d'autres environnements technologiques, ainsi que des moyens de faire de l'Internet un outil important pour le développement et pour l'exercice des droits de l'homme, conformément à son programme de travail.

¹ A/HRC/17/27.

² A/66/290.

May 10, 2012

Martin Schraa



Net neutrality enshrined in Dutch Telecommunications Law

The Netherlands is the first EU member state to lay down the principle of net neutrality in its telecommunications law.

The Dutch Senate adopted on May 8, 2012 an [amendment](#) to the Telecommunications Law, stating that:

Providers of public electronic communication networks on which internet access services are provided and providers of internet access services shall not hinder or slow down services or applications on the internet.

Additional charging for certain services, such as VoIP, is also not allowed:

Providers of internet access services shall not set the level of tariffs for internet access services depending on the services and applications that are offered or used through these services.

Next steps

The new [Telecommunications Law](#) transposes the EU 2009 regulatory framework for electronic communications into national law (see [EU Telecom Tracker 1](#)).

It will enter into force by a separate Royal Decree that the government has not yet adopted.

Due to a technical error during the vote in the House of Representatives, a provision on an exemption to net neutrality on ideological grounds was unintentionally included in the law (see section A below).

The Senate is scheduled to vote on May 15, 2012 on the removal of this clause.

Transitional regime

The amendment on net neutrality will apply immediately to contracts that are concluded or renewed from the day the new Telecommunications Law enters into force.

Providers will have a year to adapt existing contracts.

For more information on net neutrality regulation, see [Tables 1 to 4](#) in the Consumer Protection cross-country analysis and [EU Telecom Tracker 6](#).

A. Dutch law on net neutrality

The following tables summarise the scope and key points of the Dutch legislation.

Scope

Type of service	Within the scope of the law?	Comments
Fixed services	Yes	• 'Internet' is defined by the Dutch law as meaning the worldwide public network of termination points with IP addresses assigned by the Internet
Mobile services	Yes	

Type of service	Within the scope of the law?	Comments
Managed services e.g. IP TV	No	Assigned Numbers Authority. <ul style="list-style-type: none"> Managed services offered through the reserved space of a provider's own network are not provided over the worldwide internet as understood above. Therefore, they fall outside the scope of the net neutrality provisions.

Traffic management and charging practices

Practice	Permitted under the law?	Comments
Blocking applications	No	<ul style="list-style-type: none"> Providers are not allowed to block or slow down the service or application of a specific party or application, e.g. VoIP. Separate sale of VoIP-only subscriptions without internet access will still be allowed. These are considered to be telephony services instead of internet access services. Subscriptions that only provide access to a limited number of sites, for example only to social media, are considered as internet access services. They are therefore captured by the prohibition on blocking applications, and are not allowed.
Slowing down applications	No	
Charging a premium for applications	No	
Charging for different bandwidths or data limits	Yes	

Exceptions

Exceptions to net neutrality under the law	Comments
Congestion management	<ul style="list-style-type: none"> Only on non-discriminatory terms: similar services or applications should be treated the same way. Measures have to be withdrawn once the congestion has been solved. Traffic of subscribers with a higher bandwidth can be proportionally prioritised compared with subscriptions with a lower bandwidth.
Network integrity and security , including the terminal equipment of the end user	<ul style="list-style-type: none"> Measures have to be withdrawn once the problem has been solved. 'Network integrity and security' has to be interpreted narrowly. It does not include the protection of the interests of third parties. If the security breach is caused by the terminal equipment of the end user, the provider has to notify the end user before taking measures that will block or slow down traffic, so the end user has the opportunity to end the breach.
Combat of spam	<ul style="list-style-type: none"> Only if the end user has given prior consent.
Court order or other legal obligation	-

Exceptions to net neutrality under the law	Comments
'Ideological' filtering	<ul style="list-style-type: none"> • To accommodate the explicit request of a subscriber to block content for ideological reasons, e.g. violent or sexual content. • It would only apply to providers who were already offering this option before June 1, 2010. The provider should not offer any financial or other benefits to the subscriber in return for the filtering. • This provision was included due to a technical error during the vote in the House of Representatives. The Senate is scheduled to vote on May 15, 2012 on the removal of this clause.

B. European Commission position

The European Commission has not yet officially responded to the Dutch net neutrality law, but Neelie Kroes, Commissioner for the Digital Agenda, [was](#) already quite critical in October 2011:

I regret very much that The Netherlands seems to be moving unilaterally on this issue. We must act on the basis of facts, not passion; acting quickly and without reflection can be counterproductive. For example, requiring operators to provide only "full internet" could kill innovative new offers. Even worse, it could mean higher prices for those consumers with more limited needs who were ready to accept a cheaper, limited package.

According to Ms Kroes, member states should await the outcome of the investigation into traffic management practices by the Body of European Regulators for Electronic Communications (BEREC).

The final results are expected to be published in 2Q 2012.

Contact the author:

Martin Schraa

martin.schraa@cullen-international.com

+32 81 25 74 89